

LA COLERE DES ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE

■ Ils réclament un nouveau statut... Les architectes des Bâtiments de France sont sur le pied de guerre. Ils ont entamé une grève du zèle depuis le 19 juin pour manifester leur impatience à l'égard de la réforme de leur statut en cours de négociation avec le ministère de l'Équipement.

REVENDEICATIONS. Depuis cette date, tous les dossiers de permis de construire et de certification qu'ils ont à traiter dans les dé-

partements (soit plus d'un millier de dossiers) sont sur les bureaux du ministère. Lequel ne leur accorde pas, pour l'heure, les promesses formulées lorsque Maurice Faure était ministre de l'Équipement. Pour soutenir cette action, une lettre a même été adressée au président de la République. L'essentiel des revendications? «Avoir les moyens de nos fins.» C'est-à-dire être plus nombreux (il faudrait au moins quatre "ABF" par département contre deux en moyenne

aujourd'hui). Et rendre cette profession qui se dépeuple plus attractive: «Il y a de plus en plus de renoncements au bénéfice du concours après avoir été reçus et des départs au bout de trois ou quatre ans d'exercice», s'inquiètent les ABF. Pour cela, il convient de rehausser le statut de l'ABF, en termes d'indices de salaire d'abord (passer de la base 428 à 502); de conserver le droit à l'activité libérale, et de bénéficier d'un statut «d'architecte de l'Etat interministériel».

CREATION D'UN CORPS. A l'arrière-plan, leur requête porte en fait sur la création d'un corps d'architectes semblable aux autres corps techniques de l'Etat. Ce qui passe par une refonte globale de l'architecture en France «en mettant un terme à la coupure entre le monumental et l'architecture contemporaine». Cela se traduirait sur le terrain par la création d'une direction départementale de l'architecture et du patrimoine rattachée au Premier ministre et non écartelée entre les ministères de l'Équipement, de l'Environnement et de la Culture comme c'est le cas aujourd'hui. Ces quelque 200 architectes seront-ils entendus? **L.M.**

Ribolowsky/Réa



En grève du zèle, ils manifestaient le 28 juin pour la réforme de leur statut.